

nisation que les cultivateurs. Il n'a pas lu évidemment l'écrit qu'il prétend analyser. Le *Canadien* montre trop la dent qu'il a contre les rédacteurs de *L'Opinion Publique*.

* *

Un nouveau journal semi-quotidien vient de paraître à Québec sous le titre de le *Provincial*. Il sera religieux, politique et libéral indépendant. Il ne fera pas la guerre à outrance au ministère Chapleau et dit qu'il faut tirer le meilleur parti possible des derniers événements.

* *

Des hommes d'expérience, conservateurs et libéraux, sont d'opinion qu'on devrait tout essayer avant de se décider à vendre notre chemin de fer du Nord au gouvernement fédéral. Ils disent que ce sera encore un coup funeste porté à l'indépendance de notre province.

* *

Après la soirée musicale donnée par M. Boucher, le grand concert Prume ! Il faudrait être bien difficile pour ne pas être content. Tous ceux qui étaient au Mechanics' Hall, mardi soir, en sont revenus enchantés, enthousiasmés. Nous avons rarement entendu un pareil concert d'éloges, c'était à qui manifesterait, dans les termes les plus chaleureux, son admiration. "Quelle belle musique," disait-on de tous côtés.

En effet, c'était de la belle musique et nous sommes heureux de voir qu'elle a été appréciée comme elle devait l'être par un auditoire nombreux et distingué. Prume a été admirable ; Lavallée a été l'objet d'une véritable ovation ; Lefebvre n'a pas chanté aussi bien depuis longtemps.

M. Prume avait choisi les morceaux les plus brillants des Chopin, des Mendelssohn, des Lulli et des Gounod, et il avait pour l'aider dans l'exécution de ces chefs d'œuvre : Madame Béliveau et MM. Martel, François Boucher, Leclair, Reichling et Alex. Willis, tous des artistes remarquables. N'oublions pas mademoiselle Boucher dont la voix est charmante.

Nous espérons qu'on nous donnera encore l'occasion d'entendre de la si belle musique et que le public de Montréal montrera encore qu'il sait apprécier ce qui est vraiment beau.

* *

Comme la vente du chemin de fer du Nord au gouvernement fédéral est une question importante, nous croyons devoir reproduire ce que la presse dit à ce sujet.

Le *Canadien* discutait, la semaine dernière, cette importante question, et après avoir dit que l'achat de ce chemin serait une excellente affaire pour le gouvernement fédéral qui pourrait le souder au Pacifique, il faisait les réflexions suivantes qui méritent considération :

Il ne manque pas de personnes sages et prévoyantes qui croient que, le moins nous donnerons au gouvernement fédéral de moyens d'influence sur notre province, le mieux ce sera pour nous. La question de l'existence des institutions locales s'agitera un jour ou l'autre, c'est incontestable. Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse l'agitent en ce qui les regarde. La possession par le gouvernement d'Ottawa d'une grande voie ferrée à travers presque toute la province, constituerait, au dire des uns, un engin de puissance qui pourrait, dans un moment de lutte, tourner à notre détriment.

Le *Canadien* paraît être en faveur de l'exploitation du chemin par le gouvernement, pourvu que la direction en soit confiée à des hommes au-dessus de tout soupçon.

* *

On dit que le gouvernement français a fait, avec un manufacturier de chaussures de Québec, un contrat pour un million de paires de bottes destinées à l'armée française.

Nous savions que parmi les produits canadiens les mieux appréciés à l'exposition de Paris, nos grosses et solides chaussures figuraient au premier rang. Des négociants en avaient demandé le prix et avaient paru disposés à faire des commandes. Mais il arriva pour les chaussures ce qui était arrivé pour d'autres ar-

ticles, quand on s'adressa à la douane, on s'aperçut qu'il n'y avait pas moyen de les introduire en France, toujours pour la raison que les colonies ne peuvent jouir des avantages résultant des traités de commerce que les nations indépendantes font entre elles.

Le gouvernement français n'ayant pas de droits à payer pour les articles qu'il importe dans l'intérêt public, trouve plus avantageux d'acheter ici que partout ailleurs.

Quelle preuve éclatante de la nécessité d'abattre les barrières qui nous ferment le marché des autres nations ! Quelle démonstration irrefutable de l'impuissance et de l'infériorité d'une colonie ! Nous avons des produits à vendre, les nations européennes désirent les acheter et, cependant, nous sommes obligés de les garder ! Nous pourrions vendre pour des millions tous les ans, donner du travail à nos pauvres compatriotes qui partent par milliers tous les mois pour les Etats-Unis, jeter de l'argent dans les villes et les campagnes, mais nous sommes colonie, nous ne pouvons transiger avec les autres nations ! L'Angleterre seule a le droit de transiger pour nous, de stipuler en notre faveur ; or, elle ne le fait pas.

Est-il étonnant que nous soyons pauvres et arriérés ?

Du côté des Etats-Unis—notre marché naturel—comme du côté de l'Europe nous sommes sans issues, sans débouchés, enfermés comme les Chinois dans des murailles. Aussi, on doit approuver le gouvernement fédéral de faire des efforts pour nous mettre en relations avec les autres pays. Sir John est trop perspicace pour ne pas comprendre que la protection sera, comme nous le disions il y a un an, un terrible fiasco, si on ne trouve pas les moyens d'augmenter la consommation en proportion de la production, de créer des marchés, de produire non-seulement pour notre petite population, mais encore pour les autres pays.

* *

Depuis que le *Canadien* est un peu refroidi, il dirige son attention vers des questions importantes, qu'il traite avec habileté. Il discutait, la semaine dernière, le projet en perspective de construire un pont sur le Saint-Laurent au Côteau, et le condamnait énergiquement.

"L'autorisation définitive des travaux a été remise, dit-il, à la décision du gouvernement qui peut encore, comme il en a le devoir, empêcher que les Américains ne viennent sur notre propre territoire faire une concurrence ruineuse aux chemins de fer que nous avons construits aux prix de si grands sacrifices. Des hommes de l'art prétendent que ce pont gênerait beaucoup la navigation du Saint-Laurent. Il serait plus qu'étrange de permettre la création d'entraves à la navigation d'un fleuve que nous améliorons depuis bien des années par la dépense de tant de millions.

"Mais la raison principale qui nous engage à combattre le projet d'un pont au Côteau est le danger imminent que nous y voyons pour des intérêts canadiens de premier ordre. Nous construisons le chemin du Pacifique pour coloniser l'Ouest et pour diriger, par la vallée du Saint-Laurent et dans nos ports, le commerce de ces contrées. Nous avons construit l'Intercolonial pour nous donner un port d'hiver et relier les provinces maritimes au reste de la confédération. Nous nous sommes hâtés de construire le chemin du Nord pour ne pas être en retard le jour où il faudrait donner un débouché facile au commerce du Manitoba.

"De si grands efforts, de si patriotiques travaux n'ont pas été faits, tant de millions n'ont pas été dépensés pour que l'on risque de voir s'évanouir en partie de si belles espérances, en accordant à des capitalistes américains un droit dont ils se serviraient contre nous. N'allons pas commettre l'erreur de leur permettre de venir jusqu'aux portes de la capitale, enlever le trafic de l'ouest canadien à nos chemins de fer pour le diriger vers Boston et New-York." L.-O. DAVID.

ÉCHOS

Le général Grant n'est pas rassasié de voyages. Aussitôt arrivé du Japon, il est reparti pour le Mexique et les Antilles. Un journal américain se demande si l'illustre capitaine est à la recherche du mouvement perpétuel. Encore s'il voyageait comme un autre ; mais il a le soin, nouvel Ulysse, d'entretenir le monde de ses moindres faits et gestes, et de faire chanter ses pérégrinations par une presse complaisante.

Il ne paraît plus douteux, maintenant, qu'il se présentera comme candidat à la présidence. Par mesure de précaution, toutefois, ses amis tiennent à le faire voyager le plus longtemps possible. Ils craindraient qu'il ne gâtât sa cause par sa présence, tandis qu'ils trouvent qu'il gagne du prestige en se promenant et en se tenant à distance.

* *

Le mouvement anti-chinois commence à produire des résultats aux Etats-Unis. La population chinoise de la Californie a notablement diminué depuis un an ou deux. Les habitants du Céleste Empire retournent en masse vers leur divin pays, l'atmosphère de l'Amérique leur devenant hostile. Il en est parti 900 d'un seul coup, le 15 novembre, à San Francisco, dans un steamer en destination de Hong Kong.

Il est à supposer que ce mouvement d'exode s'étendra à la Colombie, qui demande elle aussi qu'on la délivre de ses Chinois. De cette façon, M. Bunster ne sera plus à la peine de proposer à la Chambre l'adoption de mesures vexatoires à l'égard des citoyens à longue tresse.

* *

M. Racicot, dans le discours qu'il a prononcé devant ses électeurs au lendemain de la chute du cabinet Joly, a fait toucher du doigt une des erreurs d'appréciation qui ont causé la perte du ministère libéral. Après le refus des subsides, M. Joly n'avait qu'une chose à faire, tâcher de faire plier le Conseil législatif. Pour atteindre ce but il n'y avait qu'une voie praticable à prendre, celle de la persuasion. Le Conseil étant absolument inexpugnable et indépendant, il ne devait servir de rien de lui déclarer guerre pour guerre et de l'irriter même davantage. Il s'agissait de ruser, de faire des concessions pour en obtenir, en un mot de combattre comme on combat avec un adversaire trop supérieur. Au lieu de cela, M. Joly s'obstina à lutter, à rester intransigeant, à repousser toute idée de rapprochement et d'harmonie. Le résultat devait nécessairement être ce qu'il a été, dans de pareilles conditions. Le gouvernement a été vaincu par le Conseil, comme le pot de terre par le pot de verre, dans ce duel d'un corps essentiellement fragile contre un corps invincible.

* *

La session ordinaire du congrès s'est ouvert jeudi, le 4, à Washington. Le message du président Hayes ne contient rien d'extraordinaire. La question monétaire en absorbe la plus grande partie.

Il est fait allusion au canal de Panama, dont la construction doit de toute nécessité être faite sous le contrôle exclusif des Américains, dit le message. Naturellement.

Le président tance aussi les Mormons, et suggère de les mettre au ban de la nation, en les privant de leurs droits civils.

Le message constate que la dette nationale, résultat de la guerre civile, est diminuée de moitié, et que l'amortissement s'accomplit à merveille. Il propose la conversion d'une partie considérable des obligations restantes. La manière dont cette grande opération du rachat de la dette américaine a été conduite jusqu'ici et se poursuit encore, fait à juste titre l'admiration du monde. Nos voisins, qui ne prêtent guère à l'admiration sous d'autres rapports, ont ici droit aux hommages des autres peuples. Du train dont les choses vont, la génération actuelle pourra voir l'extinction complète de cette dette énorme, qui se chiffrait par milliards

de piastres au lendemain de la guerre, — pourvu, toutefois, que cela ne soit pas à recommencer aussitôt.

* *

La *Gazette* de Montréal publiait il y a quelques jours un excellent article au sujet du pont projeté du Côteau Landing. Notre confrère exposait, dans une argumentation solide, que cette entreprise constituait un danger imminent pour la Confédération en général, et pour la province de Québec en particulier. L'effet serait de détourner du Bas-Canada tout le commerce de l'Ouest, en lui ouvrant une voie directe vers les Etats-Unis, à quelques lieues au-dessus de Montréal et de la tête de la navigation océanique. Les chemins de fer de notre province seraient privés de l'avantage de servir de terminus au chemin du Pacifique, et nos ports maritimes perdraient l'entrepôt du commerce de l'Ouest, le tout au profit de nos voisins les Américains. La *Gazette* compte que le gouvernement ne permettra pas un tel malheur, et qu'il refusera absolument l'autorisation demandée. La *Minerve* s'est prononcée dans le même sens. Les autres journaux de la province devraient aussi s'affirmer de la même manière sur ce point, afin que l'opinion soit bien préparée et nos députés bien résolus à l'ouverture de la session.

* *

Le grand banquet conservateur d'Ottawa a eu du retentissement dans tout le pays. Sir John et les autres ministres ou hommes politiques qui ont pris la parole en cette circonstance, ont prononcé des discours remarquables que la presse a longuement commentés. Quelques déclarations importantes ont aussi été faites.

On a remarqué en particulier le discours de Sir A. T. Galt, qui offre un intérêt spécial. Il n'a pas été du tout question d'indépendance, comme jadis, mais au contraire de fidélité absolue à l'empire, et l'orateur n'a pas marchandé les protestations de loyauté.

On peut presque conclure des paroles de Sir Alexander Galt, que le gouvernement impérial nous a virtuellement concédé le privilège de traités directement avec les pays étrangers. La prérogative ne s'appliquerait pas seulement aux traités de commerce, mais pourrait peut-être comprendre les autres traités internationaux qui peuvent être compatibles avec notre position, tels que traités d'extradition, de permis de pêche, de droits d'auteur, etc.

Sir John a annoncé de son côté, en parlant de nos relations extérieures, que le gouvernement avait reçu tout récemment, et presque en même temps, des propositions venant du Brésil et du Japon, relativement à l'organisation d'un service régulier de vapeurs entre ces deux pays et le Canada, le Brésil avec les provinces de l'Atlantique, et le Japon avec la Colombie. Le gouvernement, qui a déjà fait lui-même des démarches pour étendre ses rapports commerciaux avec ces pays, a accueilli ces propositions avec faveur, et il y sera probablement donné suite.

Deux informations officielles données par Sir John et de Sir Leonard Tilley, sorte de préparation au prochain discours du trône. Le tarif subira quelques modifications dans le sens protectionniste. Le revenu de l'année rencontrera les prévisions du ministre des finances.

* *

A propos de cette démonstration, qui a excité un intérêt général dans tout le pays, le *Mail* a suggéré l'idée de l'organisation d'un banquet annuel, dans le genre de celui du Guildhall, à Londres. "Ce serait, dit notre confrère, un excellent moyen de maintenir l'intérêt public pour les affaires politiques, et de rompre la monotonie des vacances parlementaires. Les ministres pourraient faire dans ces occasions, comme ils l'ont fait jeudi, des déclarations importantes et rappeler l'attention du pays sur la conduite du gouvernement."

La suggestion semble bonne et mérite d'être prise en considération. L'intervalle qui sépare les sessions est long, et il serait utile à la fois au ministre et au peuple